

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 14 (1934)
Heft: 10

Artikel: Quelques mots d'économie politique
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889205>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

QUELQUES MOTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE

M. Gustave Gentil, qui préside en France aux destinées de la Société Anonyme des Produits Sandoz de Bâle et qui fait partie, depuis de nombreuses années, du Conseil d'administration de la Chambre de Commerce Suisse en France, avait accepté de prononcer « quelques mots d'économie politique » à l'occasion du déjeuner semestriel de cette dernière Compagnie, le 12 décembre, à l'Hôtel Saint-Petersbourg, à Paris. Cent cinquante membres et amis de la Chambre de Commerce Suisse en France assistaient à cette manifestation, présidée par M. Dunant, ministre de Suisse à Paris. M. Döbler, président-fondateur de cette institution, introduisit et remercia M. Gentil de son allocution qui fut chaleureusement applaudie et dont nous reproduisons ci-après les principaux passages :

« Lorsque nous étions étudiants, les cours d'Économie Politique nous inspiraient le plus profond respect, car les lois et théories qui régissaient alors l'ensemble des échanges internationaux, semblaient être nées sous l'égide de l'équilibre et du bon sens, et créaient une harmonie dans une activité féconde, non seulement entre la production et la consommation, mais aussi dans toutes les transactions internationales. Cette science, basée sur la logique, accentuait le développement des forces productives au rythme des besoins croissants des consommateurs; débonnaire, elle s'inquiétait des rapports entre employeurs et employés; humaine, elle se penchait sur la durée du travail des hommes, limitait celui des femmes et des mineurs, imposait des conditions d'hygiène, s'efforçait d'adapter les salaires au coût de la vie; elle respectait les droits des industriels dans la liberté du travail, et les droits des commerçants dans la liberté des échanges.

« Qu'est devenue aujourd'hui l'Économie Politique? Que reste-t-il de tous ces enseignements, dont plusieurs s'érigeaient en véritables dogmes, puisque le développement industriel et commercial leur conférait, par sa constante progression, une autorité indéniable. Qui eût pu prévoir alors, la fragilité de la plupart de ces théories; qui eût pu prévoir l'économie dirigée, ses expédients et ses expériences presque toutes négatives, les moratoires et les défaillances des États, l'effondrement des devises, l'abandon du bimétallisme et, par la plupart des nations, de l'étalon or; qui eût pu prévoir l'ingérence toujours plus grande de l'État dans les affaires industrielles et commerciales, ingérence, non seulement imposée par les circonstances, mais sollicitée par plusieurs branches de l'industrie, qui s'érigeaient jadis en féodalités austères, fières de leur indépendance.

« Cette pauvre armature de l'ancienne Économie Politique, loyale et vraie, a subi depuis quelques années bien des avatars, et pourtant, n'est-ce pas elle qui, depuis la moitié du XIX^e siècle, a maintenu l'ordre social, en créant ce développement magnifique de l'industrie et du commerce, qui a permis aux inventeurs de se révéler et au progrès de s'affirmer?

« Où allons-nous, et que nous réserve l'avenir? Enigme angoissante, difficile à déchiffrer, en lisant

les avis contradictoires, en tout cas divergents, des économistes les plus écoutés, en présence aussi des situations paradoxales, auxquelles il nous est donné d'assister.

« D'une part la surabondance, d'autre part la misère; d'une part, cet amoncellement des réserves d'or, d'autre part, l'appauvrissement progressif des individus et des nations; ne paraît-il pas inconcevable que l'on détruise les cannes à sucre; que l'on brûle le coton et le blé; que l'on chauffe les locomotives avec du café; que l'on anéantisse des broches de filature et des métiers de tissage, alors que toutes ces matières manquent par ailleurs; ne paraît-il pas inconcevable de voir l'or s'accumuler stérilement dans les Banques d'État, alors que les Gouvernements, pour pouvoir s'acquitter des arrérages de leurs dettes et payer leurs fonctionnaires, prélèvent des impôts tels qu'ils entravent l'industrie et le commerce. Les banques détiennent anxieusement des capitaux inemployés; les particuliers thésaurisent naïvement, alors que se resserrent toujours davantage les crédits, alors que la confiance est ébranlée jusque dans ses racines, partout, dans le monde entier. Ce paradoxe inouï: superproduction et sous-consommation, décèle un déséquilibre profond dans l'Économie politique, et donne bien l'impression d'un monde désaxé.

« Il est évident que ces problèmes dépassent souvent le cadre de nos Chambres de Commerce, et pourtant il ne semble pas vain de s'attarder devant ces réalités angoissantes et de chercher ensemble les moyens — même s'il ne s'agit pas de palliatifs d'une durée très limitée — pour obtenir une amélioration de la situation actuelle, amélioration qui doit se produire sans plus tarder.

« Sortons de l'indifférence que nous avons trop souvent manifestée aux problèmes mondiaux, économiques et sociaux. Ne comptons plus sur une hypothétique et bienfaisante intervention des événements pour arranger les choses.

« N'attribuons pas hypocritement les malheurs actuels au pouvoir maléfique d'une fatalité inéluctable. Réagissons, avec foi, avec force, avec énergie, pour défendre notre patrimoine national et familial. Contribuons dans nos Chambres de Commerce à faire renaître la confiance.

« Poursuivons nos efforts persévérants pour accroître sans cesse le développement des relations franco-suisse, but essentiel de notre Chambre de Commerce, en multipliant les contacts avec les Compagnies françaises similaires à la nôtre, qui sont inspirées du même principe de favoriser les échanges entre les pays qui ont conservé une monnaie stable basée sur l'or. Ce programme d'aujourd'hui doit rester, pour notre Chambre de Commerce, le programme de demain. Efforçons-nous de lui rallier les hésitants et les indifférents. Faisons autour de nous, par une sage propagande, de nouveaux adeptes, recrutons de nouveaux membres, qui viendront nous apporter, avec le fruit de leur expérience, une aide matérielle qui nous sera un précieux appui. »